

Klervi FUSTEC

Laboratoire ART-Dev : Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement CNRS UMR  
5281, Université Montpellier 3, Site Saint-Charles, Rue Henri Serre, 34090 Montpellier

klervi.fustec@gmail.com

Titre : La co-construction des connaissances scientifiques et du processus participatif à travers les projets de recherche sur le changement climatique et l'eau

### Résumé en français

L'étude de l'impact du changement climatique sur les ressources en eau ou sur la gestion de l'eau est au cœur des thématiques actuelles de recherche. Une part importante des financements de la recherche est aujourd'hui accordée à la recherche sur projets. De nombreux projets de recherche portant sur le changement climatique et l'eau sont ainsi financés par l'Union européenne (UE), l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ou encore par le Ministère Fédéral Allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF). Ces projets incluent dans leurs dispositifs de recherche la mise en place d'ateliers auxquels les « stakeholders » sont invités à participer. La participation est organisée par les chercheurs qui participent à ces projets, elle est à la fois institutionnalisée et *top down*. Les « stakeholders » participent à la production des connaissances sur le changement climatique et l'eau dans le cadre théorique et scientifique du projet de recherche. L'objet principal de ce papier est d'étudier la co-construction des savoirs sur le changement climatique et l'eau d'une part et des modalités de participation d'autre part.

Title : The co-construction of scientific knowledge and of the participative process in the research projects about climate change and water

### Abstract

Climate change impacts on water or on water management is presently a major concern of research programmes. Much of the funding for research is now channelled through projects. Many projects dealing with climate change and water are funded by the European Union (EU), the French National Research Agency (ANR) or the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF). They include participation workshops to which stakeholders are invited. Participation is organised by the researchers involved in these projects. Participation is both institutionalised and top down. Stakeholders participate in the production of knowledge about climate change and water within the theoretical and scientific framework of the projects. The major objective of this paper is to study the co-construction of knowledge about climate and water on one hand and of the terms of participation on the other hand.

## La co-construction des connaissances scientifiques et du processus participatif à travers les projets de recherche sur le changement climatique et l'eau

Klervi FUSTEC

### Introduction

De nombreux projets de recherche s'intéressent au changement climatique et à son impact, notamment sur les ressources en eau. La recherche sur projet représente une part de plus en plus importante de la recherche en Europe mais aussi en France. L'Union européenne, l'Agence Nationale de la recherche en France (ANR), le Ministère Fédéral Allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF) financent des projets de recherche dont l'objectif est de comprendre quel sera l'impact du changement climatique sur les ressources en eau ou sur les modalités de gestion de l'eau.

Les projets de recherche accordent une place importante à la participation des « stakeholders ». De nombreux facteurs structurels permettent d'expliquer cet engouement. M. Bacqué et Y. Sintomer développent ces facteurs explicatifs, deux d'entre-eux concernent particulièrement notre cas d'étude : l'avènement d'un nouveau rapport aux sciences et techniques qui remet en cause la délégitimation des questions scientifiques et techniques aux experts et aux savants et le développement d'un « impératif participatif » dans l'action publique [M. Bacqué et Y. Sintomer, 2011, p.19].

Une grande majorité de ces projets prévoient la participation des « stakeholders » aux projets de recherche. Leur participation est souvent décrite comme permettant de donner plus de poids à un processus décisionnel démocratique. Dans le cadre de ces projets, la participation des « stakeholders » varie. Ils sont parfois invités à participer à l'élaboration de scénarios économiques, parfois ils sont simplement conviés à une réunion de présentation des résultats du projet de recherche. L'éventail de participation est donc large. La participation n'est pas spontanée, elle est organisée dans le cadre du projet, par les scientifiques qui y participent. La participation est institutionnalisée et *top down*. Pour reprendre une catégorie souvent usitée dans la littérature, il s'agit d'une participation d'initiative institutionnelle et non citoyenne.

Les faits scientifiques sont le résultats de la résolution de controverse. Il sont à la fois le résultat de l'application de la méthode scientifique mais ils sont aussi imbriqués dans les interactions sociales, politiques ou économiques [Latour, 1987]. Selon B. Latour, la nature et la société sont co-construits. Ils ne constituent pas deux sphères hermétiques mais sont le résultats d'un processus de co-construction. S. Jasanoff a ensuite approfondi cette notion de co-construction de l'ordre naturel et de l'ordre social. Les savoirs scientifiques sont imbriqués dans les identités sociales, les institutions, les représentations et les discours et vice versa. [Jasanoff, 2004] La production de connaissances scientifiques se fait dans le cadre des interactions sociales et politiques. L'objet de ce papier est d'étudier la co-construction des connaissances scientifiques sur l'impact du changement climatique sur l'eau d'une part et des modalités de participation d'autre part. Précisons que cela ne remet pas en cause la nature scientifique des projets de recherche ni la validité de leurs résultats.

M. Bacqué et Y. Sintomer proposent six idéaux-types de modèles de participation : la démocratie participative, la démocratie de proximité, la modernisation participative, le partenariat public-privé, le développement communautaire, le modèle néocorporatiste [M. Bacqué et Y. Sintomer, 2011 : p.18]. Ils précisent que ces idéaux-types doivent être enrichis pour prendre en compte la question de la participation dans les sciences et les techniques. Ce papier participe à l'approfondissement de

cette question de la participation dans le domaine scientifique.

Pour réaliser ce papier nous avons étudié des projets de recherche portant sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau. Il s'agit d'un échantillon théorique et non statistique. L'objectif n'est pas d'être représentatif mais bien de permettre l'amélioration de notre cadre théorique. L'échantillon est composé de 9 projets. Ce travail en cours s'est tout d'abord focalisé sur les projets de recherche de l'Union européenne puis a été complété par l'étude de projets de recherche nationaux (français et allemands). Parmi ces 9 projets, 6 sont des projets du septième Programme Cadre de Recherche et Développement de l'Union européenne (2007-2013), un s'inscrit dans le sixième PCRD (2002-2006), un est financé par l'ANR et le dernier par le BMBF.

Ces projets ont été étudiés pour plusieurs raisons. Tout d'abord, leur thématique de recherche est pertinente. Ensuite, pour les projets de l'Union européenne, nous avons eu accès à leur *Description of Work (DoW)*. Ce document est le contrat entre les membres du projet et l'Union européenne. C'est un document privé que les partenaires du projet n'ont pas obligation de rendre public. Les partenaires du projet expliquent souvent qu'il y a un fossé entre ce qui est annoncé dans ces *DoWs* et la recherche réalisée une fois le projet accepté. Néanmoins, la façon de répondre aux appels à projets est significative. En effet, ces documents participent et renforcent un discours spécifique sur le changement climatique et la gestion de l'eau.

Les *DoWs* des projets sont tous construits selon le même schéma. Ils sont divisés en deux parties. La première, la partie A, présente le budget, le résumé du projet ainsi que les bénéficiaires. La seconde, la partie B, développe les concepts, les objectifs, la méthodologie, la mise en œuvre, les impacts potentiels et les enjeux éthiques. L'étude de ces documents permet de comprendre quels sont les concepts privilégiés dans la recherche, comment les ateliers participatifs s'insèrent dans le processus général, qui sont les « stakeholders »... Ce travail a été complété par des entretiens semi-directifs auprès de chercheurs impliqués dans ces projets et par des travaux d'observation participante.

Ce papier analyse la co-construction des savoirs scientifiques et de la participation. La focale est mise sur cette interaction et sur les scientifiques qui mettent en place les ateliers participatifs et participent aux projets de recherche. L'étude à part entière des « stakeholders » et de leurs perceptions ne fait pas l'objet de ce papier. Pour compléter ce travail, il serait intéressant de réaliser des entretiens avec les participants. Les projets ainsi que les chercheurs qui y contribuent ont été anonymisés car il ne s'agit pas de juger ou de critiquer un projet donné mais bien de comprendre les interactions entre production de connaissances et modalités de participation.

L'objet de ce papier est d'étudier la manière dont la production de connaissances et les ateliers participatifs se co-construisent. Ce papier prolonge la réflexion de l'article de J. Trottier et K. Fustec, *Constructing water and climate change to empower democratic choices: pitfalls and abysses for modern day Don Quichottes* [à paraître] et étudie la co-construction des savoirs et des modalités de participation. La première partie de ce papier est consacrée à l'étude de la participation des « stakeholders » à la production de connaissances sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau. La seconde partie étudie le cadre scientifique et théorique des projets de recherche qui influence les modalités de participation. Enfin, la dernière partie de ce papier se penche sur le cadre managérial dans lequel s'inscrit la participation mise en œuvre dans le cadre de ces projets de recherche.

## 1-La participation des « stakeholders » à la production de connaissances sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau : une participation cadrée

Les modalités de participation des « stakeholders » aux projets de recherche sur le changement climatique et l'eau sont diverses. Avant d'étudier les modalités de participation de ces « stakeholders » à la production de savoirs, il convient de se pencher sur la façon dont ils sont décrits dans les projets de recherche.

### 1.1-Des « stakeholders » à facettes multiples : un concept peu théorisé

Lorsque nous étudions les projets de recherche portant sur le changement climatique et l'eau, nous apercevons un très grand éventail de définitions du terme « stakeholder ». Les projets insistent sur l'importance d'identifier les « bons stakeholders », pourtant, chacun de ces projets va proposer une définition différente et peu conceptualisée du terme de « stakeholder ». Qui sont donc les « stakeholders » dans les projets de recherche étudiés ?

Dans tous les projets nous n'avons pas trouvé de réflexion claire sur le concept « stakeholder » ni sur une méthodologie d'identification de ces derniers. Nous retrouvons par exemple des définitions très englobante ou des définitions contradictoires au fil du projet<sup>1</sup>.

Le concept est importé dans les projets de recherche sans réflexion critique. Le concept de « stakeholder » tel qu'il est utilisé dans ces projets est un concept flou et malléable. B. Laurent identifie déjà ce manque de réflexion autour du concept de « stakeholder » lorsqu'il étudie la participation dans les agences fédérales aux États-Unis dans les années 1970. Il écrit : « *Des formes de participation sont toujours expérimentées dans les agences fédérales, mais sous la forme particulière de la concertation entre partie prenantes [stakeholders], sans que ne soient problématisées les identités de ces dernières* » [B. Laurent, 2011 : p.253]. L'utilisation du concept de « stakeholder » sans réflexion critique autour de sa signification et de l'identification des « stakeholders » n'est pas nouvelle lorsque nous étudions la participation dans le domaine scientifique.

Nous verrons dans la dernière partie de ce papier que ce concept a une histoire qu'il convient de mettre en lumière. En effet, le concept de « stakeholder » n'est pas un concept neutre, il provient notamment des théories du business management. La construction de ce concept influence les représentations des « stakeholders » développées dans les projets de recherche. Le concept de « stakeholder » est utilisé comme un concept « fourre-tout » qui permet de répondre aux exigences des financeurs. Lorsqu'elle examine les propositions de projets qu'elle est susceptible de financer, l'Union européenne est attentive à l'implication des « stakeholders » au sein du projet proposé et à la mise en place d'ateliers participatifs auxquels seront invités ces « stakeholders ». La participation des « stakeholders » est l'un des critères d'éligibilité auprès de l'Union européenne.

### 1.2-Le dispositif participatif : une participation *top down* et institutionnalisée

Plusieurs raisons permettent d'expliquer la mise en place d'ateliers participatifs dans les projets de recherche. Les différentes crises environnementales et sanitaires (telles que les affaires du sang contaminé ou de l'amiante) ont eu un impact à la fois dans la sphère des pouvoirs publics mais aussi

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails se reporter à J. Trottier et K. Fustec, *Constructing water and climate change to empower democratic choices: pitfalls and abysses for modern day Don Quichottes* [à paraître]

dans la sphère scientifique. Les scientifiques comme les responsables politiques ont du repenser leurs manières de faire de la recherche et leur rapport au public. Par ailleurs, au niveau international, les organisations internationales comme les Nations Unies, conditionnent de plus en plus leurs financements à la prise en compte des « stakeholders ». De la même façon, l'Union européenne va financer des projets de recherche qui consacrent une partie de leurs activités à la participation. Que signifie la participation dans ces projets de recherche ?

Tout comme pour le concept de « stakeholder », ce que signifie la participation dans les projets de recherche n'est pas clair. Il ne s'agit pas ici de poser la participation en termes d'échelle de participation mais bien de comprendre ce que recoupe le terme participation lorsqu'il est employé et lorsqu'elle est mise en œuvre dans les projets de recherche.

L'étude des activités mises en œuvre au sein des projet montre que la participation des « stakeholders » recoupe une multitude de formes au sein des projets de recherche : dissémination, interactions, apprentissage mutuel, recommandations... Les formes de participation se révèlent très cadrées<sup>2</sup>. La façon dont les questions sont posées orientent la participation. Souvent la question principale est déterminée en amont par les chercheurs. Dans certains projets, la participation se résume à un contrôle de connaissance des « stakeholders » par les chercheurs qui vérifient que les savoirs qu'ils ont développés ont bien été acquis par les participants. Un parallèle peut être fait avec les devoirs ou les examens scolaires qui visent à contrôler l'acquisition de connaissances des élèves par les professeurs.

Le choix des « stakeholders » qui vont participer aux ateliers, la définition des modalités de participation et la formulation des questions de recherche constituent une forme d'exercice de pouvoir. Déterminer qui sont les « stakeholders » est un acte politique et un acte de pouvoir [Trottier, 2003]. Ainsi, les participants ne sont pas libres de s'auto-identifier. Ils ne participent pas à l'élaboration du cadre général de la recherche. Il y a une forme de domination qui s'exerce à travers la participation. Par exemple, dans la majorité des cas les participants doivent réfléchir à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant, qu'en serait-il si certains participants voulaient redéfinir l'échelle de gestion qui leur semblerait pertinente ? Nous verrons dans la dernière partie qu'en remontant aux origines du concept de « stakeholder », les liens avec les théories du business management influence la participation telle qu'elle est mise en place dans les projets de recherche. Les firmes identifient les « stakeholders » qui peuvent être potentiellement problématiques pour leurs intérêts puis elles organisent des groupes de travail durant lesquels l'objectif est de parvenir à une position consensuelle. La participation telle qu'elle est mise en œuvre dans ces projets de recherche ne vise pas à faire émerger des points de vue divers ou divergents mais propose généralement des hypothèses et des scénarios « business as usual » visant le consensus.

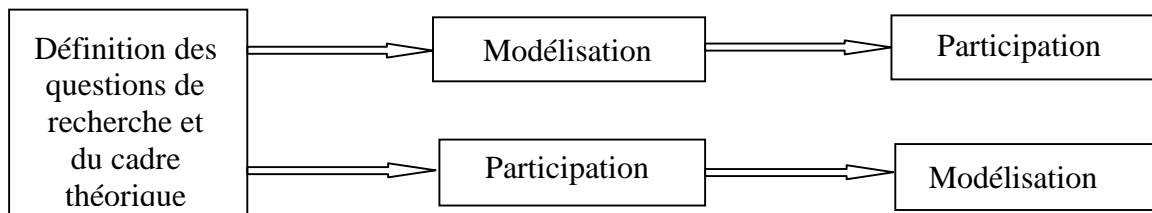
La participation au sein de ces projets peut se faire de deux manières. Les projets de recherche étudiés portent sur le changement climatique et l'eau, la méthodologie employée dans ces projets est la modélisation (hydrologique, climatique, socio-économique, écologique, ...). Bien qu'elle recouvre des aspects très différents selon qu'il s'agisse par exemple de climatologie ou d'hydrologie, elle n'en reste pas moins la méthodologie commune aux chercheurs impliqués dans ces projets. Soit les chercheurs réalisent leur travail de recherche -c'est-à-dire notamment leurs travaux modélisation- puis mettent en place des ateliers participatifs ; soit ils mettent en place les ateliers participatifs en amont de la modélisation. Dans les deux cas, les questions de recherche générales sont définies au

---

2 Pour plus de détails voir J. Trottier et K. Fustec, *Constructing water and climate change to empower democratic choices: pitfalls and abysses for modern day Don Quichottes* [à paraître]

préalable.

### Schéma 1-La participation au sein des projets de recherche



La participation s'intègre de deux manières dans les projets de recherche. Dans les deux cas elle est partie intégrante du travail de modélisation mené par les chercheurs. Lorsque la participation se fait en aval, elle consiste souvent en des ateliers de dissémination où les participants sont passifs. Lorsqu'elle est mise en place en amont, la participation vise généralement à développer ou valider des scénarios de développement économique, d'utilisation de l'eau dans le secteur agricole... Dans les deux cas, la participation est très encadrée et ne laisse qu'une faible marge de manœuvre aux participants.

Pour reprendre la typologie développée par Michel Callon et résumé par D. Pestre [D. Pestre, 2011 : p.217], deux modèles de participation coexistent au sein des projets étudiés. Lorsque la participation se fait en aval, il s'agit du modèle de l'instruction publique où la science est considérée comme une vérité, lorsqu'elle a lieu en amont, il s'agit du modèle du débat public où l'objectif est d'enregistrer des points de vue différents. Il manque le troisième modèle décrit par M. Callon : celui de la co-construction. Même si les idées de co-construction sont reprises dans les projets de recherche, les contextes scientifiques et procéduraux de la participation ne permettent cette co-construction.

Les projets de recherche étudiés disent accorder une place importante à la participation des « stakeholders ». L'identification et la définition des « stakeholders » est différente dans chacun des projets de recherche. Nous observons des faiblesses dans la conceptualisation du concept de « stakeholder » et l'absence de réflexion quant aux origines et à la signification du terme. De même, la participation est ici un terme parapluie qui regroupe différentes formes d'implication des « stakeholders ». La participation des « stakeholders » est cadrée par la définition en amont par les scientifiques des questions de recherche générales mais aussi par le fait qu'elle s'insère dans un processus de modélisation mathématique. La participation telle qu'elle est mise en œuvre dans les projets de recherche se limite à un nombre réduit de « stakeholders » dans un cadre thématique restreint.

### 2-Un processus participatif influencé par le cadre scientifique et théorique des projets de recherche

Le processus participatif et la production des savoirs s'influencent mutuellement au sein des projets de recherche sur le changement climatique et l'eau. Le cadre théorique mobilisé par les chercheurs ainsi que la conceptualisation des ressources naturelles sur lesquelles ils travaillent méritent d'être analysés afin de mieux comprendre la façon dont est mise en place la participation au sein de ces projets. De même, l'étude du parcours des chercheurs en charge de la participation puis de leurs représentations de la nature permettra de mieux comprendre les modalités de participation au sein des projets de recherche.

## 2.1-L'appartenance disciplinaire des chercheurs impliqués dans les projets de recherche : le poids des sciences naturelles

La conceptualisation de l'eau et les gaz à effet de serre dans les projets de recherche est liée à l'identité des chercheurs et notamment à leur identité disciplinaire. Les cadres conceptuels qu'ils vont mobiliser pour la mise en œuvre de la participation vont avoir une influence sur la participation elle-même. Qui sont les chercheurs en charge des ateliers participatifs dans les projets de recherche ? Les sciences sociales sont peu présentes au sein des projets de recherche de l'Union européenne sur le changement climatique et l'eau. Les projets sont dominés par les chercheurs en sciences « naturelles ».

L'étude des chercheurs impliqués dans les projets de recherche montre un très faible pourcentage de chercheurs diplômés en sciences sociales<sup>3</sup>. La perception de la nature ou de la société des chercheurs est formée en partie par leur appartenance disciplinaire. Dans ces projets de recherche les chercheurs en sciences naturelles sont majoritaires, leurs perceptions de la nature et de la société vont être dominantes. Par ailleurs, nous notons une évolution des identités parmi les chercheurs en charge des activités liés à la participation. Ils sont diplômés en sciences naturelles et indiquent que leur expérience leur permet de mener à bien les activités liées à la participation. Néanmoins, l'ordre naturel et l'ordre social auxquels ils souscrivent viennent des paradigmes de leurs disciplines d'origine. Pour eux, les conceptualisations de l'eau et des gaz à effet de serre correspondent à une séparation de la nature et de la société, à une séparation des faits et des valeurs.

## 2.2-L'eau et les gaz « modernes » : la séparation de la nature et de la société

La production des techno-sciences est encadrée dans les relations de pouvoir et dans les pratiques sociales. Les discours sur l'eau et le changement climatique sont construits politiquement et socialement. Aujourd'hui, le caractère scientifique des recherches sur l'eau et le changement climatique est justifié par la séparation des valeurs et de la politique d'un côté et des faits scientifiques de l'autre. La conception de la nature sous-jacente dans les discours scientifiques de ces projets sera étudiée. Analyser la construction du cadre théorique de ces projets de recherche permettra de comprendre la façon dont sont conceptualisées ou non les notions de « participation » et de « stakeholder » dans les projets.

Ces projets produisent et renforcent ce que Jamie Linton appelle « l'eau moderne », une conception essentialisée de l'eau, considérée comme a-historique, a-territoriale, homogène et désenclavée des relations sociales. Cette représentation de l'eau n'a pas toujours été hégémonique dans le temps et elle n'est pas aujourd'hui pas universelle. [J. Linton, 2010] La façon dont les gaz à effet de serre sont conceptualisés dans ces projets correspond à celle de « l'eau moderne », à ce titre nous pouvons parler de « gaz modernes ». D. Demeritt explique que les gaz à effet de serre modélisés dans les modèles globaux ont des propriétés physiques objectives et immuables, il parle de réductionnisme physique [D. Demeritt, 2001]. Les conditions sociales, politiques et économiques de production des gaz à effet de serre ne sont pas prises en compte. Il écrit : « [...] *greenhouse gases have objective and immutable physical properties [...]* » [D. Demeritt, 2011 : p. 313]. Par exemple, les émissions de gaz liées à une agriculture de subsistance sont considérées de façon identique aux émissions de gaz industriels émis dans un pays développé.

---

3 Pour plus de détails voir J. Trottier et K. Fustec, *Constructing water and climate change to empower democratic choices: pitfalls and abysses for modern day Don Quichottes* [à paraître]

Selon J. Linton, la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM : Integrated Water Ressources Management) reconnaît les valeurs culturelles, écologiques et économiques de l'eau, prend en compte les différents secteurs (agricole, industriel, eau potable), se fait à des échelles multiples, met en place la participation des parties prenantes mais l'eau reste de l'eau moderne [J. Linton, 2010 : p.20]. Selon lui, l'eau reste une abstraction, cette approche ne reconnaît pas que l'eau est un enjeu politique. Elle ne reconnaît pas non plus la nature sociale de l'eau. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ne permet pas la mise en œuvre des principes qu'elle promeut, notamment ceux de la participation [J. Linton, 2010 : p.235]. L'Union européenne à travers la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) promeut la généralisation de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant selon les principes de la GIRE. La grande majorité des projets financés fait référence à la DCE et à la GIRE. La participation mise en place se fait dans ce cadre et ne peut totalement être satisfaisante puisqu'elle se base sur le concept d' « eau moderne » et ne prend donc pas en compte les enjeux sociaux et politiques liés à l'eau.

La perception des chercheurs de l'eau ou des gaz à effet de serre correspond à une séparation de la nature et de la société, des sciences et de la société. Cette vision est validée dans le domaine législatif par la DCE en Europe et par la promotion de la GIRE comme façon de gérer l'eau. Même si la GIRE et l'Union européenne incitent à la mise en place d'ateliers participatifs, le cadre scientifique -dont le principe fort est la séparation de la nature et de la société- ne permet pas une réelle discussion et participation des « stakeholders ».

Cette séparation des faits et des valeurs conditionne depuis les années 1970 les modalités de participation des « stakeholders » aux projets de recherche scientifiques. B. Laurent rappelle que dans le domaine de l'évaluation des technologies, la création en 1972 de l'*Office of Technology Assessment* se fait à partir de l'idée forte de la séparation de l'expertise/politique et de l'expertise scientifique/expertise sociale, la participation telle qu'elle est mise en œuvre l'est sous l' « *étandard de la neutralité* » [L. Brice, 2011 : p.250]. Il écrit : « *Les possibilités de participation du public qui peuvent être conciliées avec ce modèle de la séparation faits/valeurs sont limitées : au mieux le public peut donner son avis sur les 'valeurs', une fois les 'faits' correctement établis* » [B.Laurent, 2011 : p.251]. Selon lui, le « tournant participatif » dont il est beaucoup question aujourd'hui n'entraîne pas de changements réels -même si les STS<sup>4</sup> influencent petit à petit la participation- il s'agit plutôt d'une perpétuation des pratiques de concertation entre « stakeholders » mises au point dans les années 1990 dans les agences fédérales [B.Laurent, 2011 : p.256].

La participation est mise en œuvre dans les projets de recherche portant sur le changement climatique et l'eau par des chercheurs dont la formation initiale est en science naturelle. Leurs perceptions de l'eau et des gaz à effet de serre s'intègre dans le paradigme de la séparation des faits et des valeurs. Dès lors, la seule conceptualisation possible de l'eau et des gaz à effet de serre correspond à l' « eau moderne » et aux « gaz modernes ». La participation est donc contrainte car elle se fait dans le cadre strict de la séparation de la nature et de la société. Cette vision de la nature et de la société comme deux ensembles hermétiques s'accommode avec une vision managériale de la participation.

### 3-De l'eau et du gaz « modernes » aux « stakeholders » : une approche managériale de la participation

---

4 STS : science and technology studies



La vision dichotomique de la nature et de la société et une approche managériale de la participation vont de paire dans les projets de recherche étudiés. L'histoire du concept de « stakeholder » remonte au 19<sup>ème</sup> siècle dans le domaine législatif mais a largement été développé dans les théories du business management. La participation mise en place dans les projets correspond à une approche managériale qui tend à trouver une solution à tout problème politique. Cette approche de la participation et les concepts d' « eau et de gaz modernes » d'influencent et s'enrichissent mutuellement au sein des projets de recherche étudiés.

### 3.1-Le concept de « stakeholder » ancré dans l'approche managériale

Le concept de « stakeholder » n'est pas un concept nouveau, son histoire nous permet de comprendre ce qu'implique l'utilisation de ce terme. Le concept de « stakeholder » est a été défini de façon très large dans la littérature. Selon D. Withman, l'origine du concept de « stakeholder » se trouve dans le domaine législatif, il serait apparu au 19<sup>ème</sup> siècle aux États-Unis. Le *stake* désignait alors la propriété ou l'argent tandis que le *holding* est réalisé par une troisième personne dans un conflit entre deux potentiels prétendants [D. Withman, 2003 : p.2]. Le terme a été repris dans les théories du business management dans les années 1960. La définition classique de « stakeholder » a été donné par Friedman dans son ouvrage *Strategic management : a stakeholder approach*, paru en 1984 : « *The classical definition of a stakeholder is 'any group or individual who can affect or is affected by the achievement of the organisation's objectives' (Freedman 1984 : 46 » p.1)* » [A. Friedman and S.Miles, 2006 : p.25] Cinquante-cinq définitions de « stakeholders » sont citées dans l'ouvrage de A. Friedman et S. Miles. Le concept de « stakeholders » est très vague. Cette définition large influence le processus d'identification des « stakeholders » comme nous l'avons vu précédemment. Il reviendrait aux chercheurs utilisant ce concept de préciser ce qu'ils entendent par « stakeholders » : les acteurs qui sont essentiels pour l'achèvement des objectifs du projet ? ceux qui vont être affectés par le projet ?

Le terme de « stakeholder » a eu un grand succès et a été repris dans de nombreux domaines notamment dans les années 1970 dans les politiques environnementales. L'utilisation du concept de « stakeholder » se fait dans un contexte néo-libéral où les politiques environnementales sont cadrées par les idées de développement durable et de modernisation écologique, les politiques environnementales visent à résoudre des problèmes. [D. Whitman, 2003 : p.7] L'influence du business management est donc importante car le terme est importé sans réflexion critique autour du concept dans les projets de recherche.

Les « stakeholders » tels qu'ils sont pensés dans les projets de recherche n'ont pas de capacité réelle d'action. Les projets de recherche financés par l'Union européenne prétendent développer des outils d'aide à la décision. L'Union européenne attend de ces projets des avancées dans le domaine de la recherche mais aussi pour la mise en place de politiques publiques. Les « stakeholders » sont conviés à participer à l'élaboration de connaissances au sein des projets mais aussi d'outils d'aide à la décision qu'ils sont susceptibles d'utiliser par la suite. La participation des « stakeholders » permet aux scientifiques de leur dire ce qu'il en est du changement climatique et de son impact sur les ressources en eau -c'est-à-dire de leur transmettre des faits scientifiques établis- et permet aussi de leur fournir des solutions pour gérer le présent comme le futur. Il s'agit de leur transmettre une vision du problème et de leurs faire adopter des solutions particulières. Les origines du concept de « stakeholders » et ses implications s'accroissent avec l' « eau et les gaz modernes » avec une vision de la nature et de la société comme deux entités strictement distinctes.

### 3.2-L'approche managériale de la participation et l' « eau et les gaz modernes » parlent le même langage

L'approche managériale de la participation se développe dans le cadre néo-libéral du désengagement de l'État [Jaglin, 2005] mais aussi dans un contexte de crise de la légitimité des systèmes représentatifs qui participe du développement d'un « impératif délibératif » [M. Bacqué et Y. Sintomer, 2011 : p.19]. Les politiques de la recherche de l'Union européenne s'inscrivent dans ce cadre plus large. Il n'y a pas un seul facteur explicatif permettant de comprendre la promotion par les projets de recherche de la participation. Les ateliers participatifs sont certes mis en place car ils constituent l'une des conditions de l'obtention d'un financement de la part de l'Union européenne. Nous pourrions peut-être parler de « participation washing » comme il a été question de « green washing » mais cela est peut-être réducteur. En effet, la participation est développée car elle permet le financement mais la façon dont elle est mise en œuvre s'ancre dans une approche managériale qui fonctionne de paire avec les représentations des chercheurs de la nature et de la société et la façon dont ils produisent des savoirs sur le changement climatique et sur l'eau.

L'approche managériale de la participation n'est pas sans soulever certaines questions. S. Jaglin a étudié les services de l'eau en Afrique Subsaharienne et l'impact de cette approche managériale de la participation. Elle reprend la définition de McCourt du managérialisme qui est défini comme « *la croyance que tout problème politique a une solution managériale* » [Jaglin, 2005 : p.4]. Cette définition corrobore l'idée que les politiques environnementales visent aujourd'hui à résoudre un problème défini et à obtenir des résultats mesurables et tangibles. L'utilisation du concept de « stakeholder » au sein des projets de recherche illustrent leur inscription dans cette approche managériale. S. Jaglin précise : « *L'appropriation du répertoire participatif par l'approche managériale en vigueur dans la réforme des services n'est toutefois pas sans poser problème. Elle induit notamment des glissements de sens et des simplifications sources de nombreuses confusions et, plus généralement, suscite une dépolitisation du débat sur la place et le rôle des usagers.* » [Jaglin, 2005 : p.5]. L'approche managériale de la participation tend à méconnaître les rapports de force et à privilégier le consensus. La participation est vue comme un gage d'efficacité et d'intégration des groupes cibles dans le processus en question. Certains auteurs ont critiqué la participation en ce qu'elle renforce le pouvoir de groupes ayant des intérêts similaires [Anderson, 1998 : p.595]. La participation managériale échoue alors à donner plus de pouvoir aux participants et promeut des fins non-démocratiques.

Le travail de S. Jaglin ne porte pas sur la participation dans le domaine scientifique. Cependant, il se focalise sur les services de l'eau et apporte un éclairage quant aux implications d'une approche managériale de la participation. La participation telle qu'elle est mise en place dans les projets de recherche étudiés s'ancre dans les théories du business management, aussi, les critiques développées par S. Jaglin peuvent être transposées à notre étude. Les projets visent à atteindre une vision consensuelle de la société qui ne reflète donc pas les rapports de force au sein de la société ou entre les « stakeholders ». Cette vision de la société nie les rapports de force existant entre différents acteurs. Elle tend à renforcer la vision hégémonique de la séparation des sciences et de la société et à imposer une façon de poser un problème et la solution qui lui convient.

L'approche managériale de la participation fonctionne de concert avec les représentations des scientifiques de la nature et de la société comme deux entités hermétiques. L' « eau moderne » et les « gaz modernes » représentent des éléments physico-chimiques (H<sub>2</sub>O et CO<sub>2</sub> pour aller vite) qui ne

prennent pas en compte les contextes sociaux, politiques, historiques et économiques dans lesquels s'insèrent les enjeux liés au changement climatique et à l'eau. De la même manière que l'approche managériale de la participation nie les rapports de pouvoir au sein de la société, le cadre théorique scientifique développé dans les projets ne prend pas en compte les relations sociales et politiques au sein desquelles sont développées les questions liées au changement climatique et à l'eau.

## Conclusion

Les projets de recherche sur le changement climatique et l'eau accordent une place importante à la participation des « stakeholders ». La production de connaissances sur le sujet et le processus participatif se co-construisent dans ce cadre. Les perceptions de l'eau et des gaz à effet de serre reposent sur une séparation des faits et des valeurs. Les chercheurs travaillent à partir des concepts d'« eau moderne » et de « gaz modernes » qui ne prennent pas en compte les dimensions sociales et politiques dans lesquels les enjeux liés au changement climatique et à l'eau sont produits. Ce cadre scientifique participe de la construction et est influencé en retour par l'approche managériale de la participation développée dans ces projets de recherche qui nie les relations de pouvoir existant dans les sociétés. Les « stakeholders » ne participent pas à la définition des questions de recherche générales, leur capacité d'action est limitée. Ces deux paradigmes - « eau et gaz modernes » et approche managériale de la participation- se renforcent mutuellement.

Les projets insistent sur le caractère innovant lié à l'introduction de la participation des « stakeholders » dans les projets de recherche. La participation des « stakeholders » sous cette forme n'est cependant pas un phénomène nouveau puisque B. Laurent décrit déjà la participation des « stakeholders » dans le domaine de l'évaluation des technologies dans les années 1970 [B. Laurent, 2010]. Les deux exemples ne sont pas similaires puisqu'il s'agit dans l'étude de B. Laurent de la participation à l'évaluation des politiques d'innovations technologiques alors que dans les projets de recherche étudiés il s'agit d'une participation à la production de connaissances où sous forme d'information vers les « stakeholders » des résultats de la recherche. Néanmoins, ils reposent tout deux sur l'idée forte de la séparation de la nature et de la société et sur des modalités de participation où les « stakeholders » ont très peu de capacité d'action, de réflexion ou de formulation de propositions innovantes. Par ailleurs, la participation au sein des projets de recherche ne s'inscrit pas dans le cadre de la production de nouvelles formes de savoirs alternatifs développés par la participation des ONG, associations ou laboratoires alternatifs dans les domaines scientifiques, technologiques ou politiques [D. Pestre, 2010 : p. 274]. La participation et ses modalités telles qu'elles sont développées dans les projets de recherche correspondent à une vision de la science confinée dans les mains des scientifiques et de la participation comme un processus institutionnel et *top down*.

Cette corrélation entre l'« eau et gaz modernes » d'un côté et l'approche managériale de la participation va sans doute perdurer dans le temps puisque la nouvelle stratégie de l'Union européenne est orientée vers l'innovation. La stratégie « Europe 2020 » va remplacer la stratégie de Lisbonne, on ne parle plus de 8<sup>ème</sup> Programme Cadre de Recherche et de Développement mais d'« Horizon 2020 ». L'idée phare est que l'Union européenne devienne une Union de l'innovation. Les financements vont être orientés dans ce sens. L'approche managériale de la participation développée précédemment dans les projets de recherche ainsi que l'idée forte de la séparation de la nature des dimension sociales et politiques ne devrait pas être remises en cause dans les prochains projets de recherche sur le changement climatique et l'eau.

## Bibliographie

- Anderson, Gary L., 1998. Toward Authentic Participation: Deconstructing the Discourses of Participatory Reforms in Education. *American Educational Research Journal*. 35, 4, 571-603.
- Bacqué, M. et Sintomer, Y. (dir.). *La démocratie participative. Histoire et généalogie*. La Découverte, 2011, 288 p., Coll. Recherches.
- Dahan, A., Le régime climatique entre science, expertise et politique, in A. Dahan (dir), *Les modèles du futurs, changement climatique et scénarios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, La Découverte, 2007, Paris, p.113-139
- Demeritt, D., 2001. The Construction of Global Warming and the Politics of Science. *Annals of the Association of American Geographers*, 91, 2, 307-337.
- Espeland, W., 1998. *The Struggle for Water, Politics, Rationality and Identity in the American Southwest*. The University of Chicago Press, Chicago.
- Garb, Y. , *Constructing the Trans-Israel Highway's Inevitability*, *Israel Studies*, Summer 2005
- Forsyth, T., 2003. *Critical Political Ecology: the politics of environmental science*. Routledge, London.
- Friedman, A. L., Miles, S., 2006. *Stakeholders : theory and practice*. Oxford University Press, Oxford ; New York.
- Hage, M., Leroy, P. and Petersen, A. C., 2010. Stakeholder participation in environmental knowledge production. *Futures*. 42, 3, 254-264.
- Jaglin, S., *La participation au service du néolibéralisme? Les usagers dans les services de l'eau en Afrique subsaharienne*, in M. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer (dir), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, La Découverte, 2005, Paris, p. 271-291
- Jasanoff, S., 2004. *States of knowledge : the co-production of science and social order*, *International library of sociology*. Routledge, London ; New York.
- Latour, B., 1987. *Science in Action*. Harvard University Press, Cambridge; Massachusetts.
- ., 1991. *Nous n'avons jamais été modernes Essai d'anthropologie symétrique*. La Découverte, Paris.
- ., 2004. *Politics of Nature How to bring the sciences into democracy*. Harvard University Press, Cambridge MA.
- Laurent, B., 2011, *Un tournant participatif ? Une mise en perspective historique de la participation du public dans les politiques scientifiques américaines*, in Bacqué M., Sintomer Y. (ed.), *La démocratie participative, Histoire et généalogie*, La Découverte, Paris, p.246-260.
- Linton, J., 2010. *What Is Water? The History of a Modern Abstraction*. University of British Columbia Press, Vancouver, BC.
- Pestre, D., 2011, *Les sciences entre démiurgie, états de faits économiques et démocratie. Aperçu historique, situation présente, principes normatifs*, in Bacqué M., Sintomer Y. (ed.), *La démocratie participative, Histoire et généalogie*, La Découverte, Paris, p.261-282
- Pestre, D., 2011, *Des sciences, des techniques et de l'ordre démocratique et participatif*. *Participations*. 1, p.210-238
- Sintomer, Y., *Démocratie participative, démocratie délibérative : l'histoire contrastée de deux catégories émergentes*, in Bacqué M., Sintomer Y. (ed.), *La démocratie participative Histoire et généalogie*, La Découverte, Paris, p.113-134
- Trottier, J., 2003. *The need for Multiscalar Analysis*, in: *Technical Documents in Hydrology*, PCCP series, no 6. UNESCO, Paris.
-

- ., 2006. Donors, Modellers and Development Brokers: The Pork Barrel of Water Management Research. *Reconstruction: Studies in Contemporary Culture*, 6, 3, 1-2
- ., 2008. Water Crises: Political Construction or Physical Reality? *Contemporary Politics*, 14, 2, 197 – 214.
- Trottier, J., and Fustec, K., Constructing water and climate change to empower democratic choices: pitfalls and abysses for modern day Don Quichottes, [à paraître]
- Whitman, D., 2003. Stakeholders and the Politics of Environmental Policymaking, in: K. e. a. Conca (Eds.), *The Crisis of Environmental Governance: Towards a New Political Economy of Sustainability*, Routledge, London.
-